

**INDONÉSIE** Troisième émetteur de gaz à effet de serre au monde, le pays cherche les moyens d'endiguer les ravages de la déforestation . P. 15

**MAURITANIE** Le forfait obstétrical permet une prise en charge médicale tout au long de la grossesse, jusqu'à l'accouchement. L'initiative, implantée sur 40 % du territoire, a fait baisser la mortalité maternelle de moitié. P. 18

**COLOMBIE** Grâce à un plan d'urbanisme qui fait bouger les lignes, la triste réputation de Medellín est en passe de n'être plus qu'un mauvais souvenir. P. 19

# UN REGARD NEUF SUR LES PAYS DU SUD

VIRGINIE TAUZIN

Pour ses 70 ans, l'Agence française de développement (AFD) a voulu frapper les esprits. Après une tournée de six mois dans plusieurs villes de France, l'exposition « Objectif développement, nouveaux regards sur le Sud », qu'elle organise en partenariat avec l'agence Magnum Photos, débarque à Paris. Une idée partie d'un sondage : 70 % des Français souhaiteraient en savoir plus sur l'intervention de la France en termes d'aide au développement. « Nous avons réalisé que contrairement aux habitants des pays dans lesquels nous intervenons, les Français connaissaient mal le rôle de l'AFD. Pour nous, le meilleur moyen d'y remédier, et ce qui s'est imposé à nous, c'est l'image », explique Nolwenn Bodo, commissaire de l'exposition, dont le dévolu s'est immédiatement porté sur Magnum Photos : « On n'est pas allé chercher un prestataire, mais une agence qui a les mêmes valeurs que nous. Or Magnum se positionne clairement comme une agence militante. »

« On est allé chercher une agence photo qui a les mêmes valeurs que nous : Magnum. »

Cent quarante clichés, réalisés par de grandes signatures (Jonas Bendiksen, John Vink, Paolo Pellegrin, Bruno Barbey, Thomas Dworzak, Olivia Arthur, Jean Gaumy), mettent en lumière sept problématiques dans sept pays différents : agriculture en Guinée, climat en Indonésie, eau et assainissement dans les Territoires palestiniens, éducation au Burkina Faso, santé en Mauritanie, croissance au Cambodge, enfin urbanisme en Colombie. Une démarche mêlant esthétique et information : « Une fois ces thématiques trouvées, nous nous sommes rapprochés de la compétence des photographes, de leur ADN, afin de créer une association intelligente entre leur travail artistique et celui que nous réalisons au jour le jour dans ces pays », poursuit Nolwenn Bodo. Pendant sa tournée, « Objectif développement », qui se veut grand public, a attiré environ 120 000 spectateurs. « Notre but est d'expliquer l'aide au développement, les enjeux Nord-Sud, mais aussi de dépasser les idées reçues en montrant que ce qui se passe dans les pays en voie de développement ne se limite pas aux crises et aux urgences. Il y a aussi du positif. » La preuve en images. ■

Les 140 photos (une vingtaine par thématique) seront exposées du 3 au 14 novembre place de l'Hôtel-de-Ville, à Paris. L'exposition est gratuite. En marge, des conférences, débats et animations sont organisés dans plusieurs endroits de la capitale. Pour tout savoir, mais aussi participer au concours photo, rendez-vous sur <http://www.objectif-developpement.fr/expo-photo>.



MAIRIE DE PARIS 

af d 70 ANS  Présente Avec 

**EXPOSITION  
OBJECTIF  
DÉVELOPPEMENT**

NOUVEAUX REGARDS SUR LE SUD

**3-14 NOVEMBRE 2011** **ENTRÉE LIBRE**

PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE PARIS  
PLUS D'INFOS : [OBJECTIF-DEVELOPPEMENT.FR](http://OBJECTIF-DEVELOPPEMENT.FR)  
NOCTURNE LE VENDREDI ET LE SAMEDI JUSQU'À 22H

Avec le soutien de        

JEAN GALIMY / MAGNUM PHOTOS

GUINÉE L'AFD expérimente sur ce terrain de nouveaux procédés d'agriculture bien plus écologiques

# L'AGRO-ÉCOLOGIE FLORISSANTE

ROMAIN GOULOUÛMÈS

**G**are à l'erreur. L'agriculture intensive, telle qu'elle est pratiquée en Guinée, est écologique, contrairement au sens traditionnel du terme. « Tout le monde confond mais ça fait parler de nous », plaisante Michel Griffon, conseiller scientifique de l'Agence nationale de recherche (ANR). Avec ce concept, il prend le contre-pied de l'agriculture conventionnelle « intensive » en énergie et en produits industriels. Ainsi qu'en main-d'œuvre dans les pays pauvres. L'alternative qu'il pro-

**Le paysan écologiste place la fertilité et la gestion du sol au centre de ses préoccupations.**

pose aux agriculteurs du monde entier est ni plus ni moins un virage à 180°. « On entre dans la logique du milieu naturel pour mieux exploiter les fonctionnalités ». Le paysan « intensivement écologiste » place donc la fertilité et la gestion du sol au centre de ses préoccupations : pas ou plus d'engrais chimiques, élimination du labour. La fin du tout chimique tout mécanique, mais pas l'avènement du biologique non plus : les produits phytosanitaires sont autorisés, « en complément », de même que les OGM.

## Amérique du Sud, Inde, Australie

L'agriculture de conservation (AC) est le porte-étendard de l'agro-écologie. Apparue aux Etats-Unis dans les années 1950, elle essaie en Amérique du Sud, en Inde ou encore en Australie. Là, les rendements des exploitations



Le production de sel par évaporation est une méthode écologique qui s'inspire de celle des paludiers de Guérande.

sont au moins équivalents sinon plusieurs fois supérieurs à leur niveau sous agriculture conventionnelle. Développement de la production et préoccupations environnementales, l'AC joue sur les deux tableaux.

Konrad Schreiber, agronome et chef de projet à l'Institut de l'agriculture durable, est convaincu de l'efficacité du système, au Sahel comme en Bretagne : « Il n'y a pas de technique fondatrice, seulement un objectif : copier le fonctionnement de la nature autour de nous. L'agriculteur va s'inscrire dans la chaîne de l'écosystème en le pertur-

bant le moins possible. Regardez le sol, dans la nature : il est toujours couvert et jamais travaillé. »

**Pas de technique, seulement un objectif : copier le fonctionnement de la nature.**

Le passage d'une agriculture traditionnelle à une forme plus vertueuse n'en demeure pas moins un processus long et coûteux. « En Afrique, il faudra aider

le petit paysan à passer le cap des premières années », note Florent Maraux, du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). « L'utilisation au maximum des mécanismes de l'écosystème suppose aussi de les comprendre et de les maîtriser. »

Là encore, les pays en développement sont les moins bien lotis. « Les producteurs agricoles de ces pays-là ont une connaissance empirique. Personne ne sait aussi bien qu'eux ce qu'ils peuvent attendre de leur sol », confirme ainsi Michel Griffon. ■

## Quand les rizicultures se gorgent d'eau de mer pour sauver la mangrove

**L'eau de mer ronge, cicatrise, et nettoie les marines. Ce qu'on ignorait avant le projet de l'AFD en Guinée maritime, c'est qu'elle peut aussi sauver des milliers d'hectares de mangrove.** « L'idée est venue d'un chercheur guinéen, qui a modernisé une technique traditionnelle de l'ethnie balante, indique Jean-François Cavana, le chef de projet. Pendant la saison sèche on fait entrer l'eau de mer dans les rizicultures puis on ferme le périmètre. »

Pendant les mois secs, le sol des cultures se craquelle et se fend. L'échange de gaz

entre l'air et la terre l'acidifie, jusqu'à le rendre stérile. Les riziculteurs n'ont d'autre choix que de défricher ailleurs. La technique popularisée par l'AFD vient briser le cercle. Jean-François Cavana explique que le fait de maintenir une lame d'eau empêche les gaz d'interagir. La mangrove est préservée par ricochet, tandis que la population se fixe durablement autour des périmètres aménagés. « Ce n'est pas de l'agriculture de conservation au sens classique. Mais l'utilisation de l'eau de mer est en soi une technique de conservation de la fertilité du

sol. On parvient à concilier production et préservation de la ressource naturelle. »

### Une récolte plus que doublée

L'équipe a ainsi remplacé les écorces de cocotier par des tubes de PVC, et consolidé les valves avec du béton armé. L'astuce a une influence sur la production. Les parcelles donnent de 4 à 5 tonnes par hectare. C'est plus du double des rizières environnantes. Sur les plaines littorales de Guinée maritime, 19 000 hectares sont aménageables et 5 000 le sont déjà. La phase additionnelle en pré-

voit 2 500 autres dans les préfectures de Boké, Boffa et Dubreka. « Il reste du travail. »

L'opération suscite l'intérêt des producteurs locaux. L'ingénieur croule sous les demandes d'aménagement mais aimerait toutes les satisfaire. Avant cela, il devra attendre qu'il y ait des pistes pour y conduire ses camions. ■

R.G.

Votez pour votre photo préférée dans le cadre de notre concours sur



**INDONÉSIE** La déforestation est responsable de 85 % des émissions de gaz à effet de serre du pays

# CLIMAT : UNE MENACE BRÛLANTE



JEAN GALIMY / MAGNUM PHOTOS

Des prêts de l'AFD ont permis la mise en place d'une gestion raisonnée des forêts, mais beaucoup reste encore à faire.

HÉLÈNE DUVIGNEAU

**A** lors que l'Indonésie, 3<sup>e</sup> émetteur de gaz à effet de serre au monde, perd chaque année 1,125 million d'hectares de forêt sur un total de 120 millions, l'AFD veut aider à renverser la tendance. Dans ce pays, la déforestation et la destruction des tourbières sont responsables de 85 % des émissions de gaz à effet de serre. « L'impact sur le réchauffement est énorme : on estime que la destruction des forêts et des tourbières émettent 1,33 gigatonne équivalent CO<sub>2</sub> par an », explique Philippe Guizol, ingénieur au Centre international pour la recherche agronomique et le développement (Cirad). Le défi est d'autant plus grand que le pays est déjà vulnérable à la montée des eaux et très dépendant du charbon. Sans parler du contexte géographique et économique, puisque l'Indonésie compte 240 millions d'habitants, 18 000 îles, et qu'elle doit relever le défi de la croissance.

## Un mandat « climat »

Dotée d'un mandat sur le climat, l'AFD participe activement à la lutte contre le réchauffement climatique en Indonésie. Des prêts de 200 à 300 millions d'euros par an, octroyés entre 2008 et 2010, ont permis à Jakarta de mettre en place une

gestion raisonnée des forêts et d'encourager les énergies renouvelables, notamment la géothermie. « Ces prêts ont facilité la prise d'importantes mesures, comme l'interdiction, pendant deux ans,

## L'Indonésie perd chaque année un million d'hectares de forêts sur un total de 120 millions.

de l'octroi de nouvelles concessions forestières », souligne Vincent Rousset, directeur de l'AFD en Indonésie. L'AFD a également distillé son aide à des projets privés, comme le prêt de 10 millions

de dollars à Fajarpaper pour financer l'achat et la construction d'un nouvel incinérateur. Cette entreprise, qui représente 30 % du marché national, fabrique 1 million de tonnes de papier d'emballage par an à partir de papier recyclé racheté à des petits collecteurs locaux. Elle n'utilise donc pas la traditionnelle pâte à papier, source de déforestation. Fajarpaper souhaite accroître d'un tiers sa capacité de production, tout en traitant la totalité de ses déchets et en générant 10 % de la vapeur nécessaire au cycle de production via celle générée par l'incinérateur. Une démarche encore peu courante, mais qui commence, selon Vincent Rousset, à devenir une préoccupation pour les industriels. ■

## Epinglée, Barbie ne joue plus avec les arbres

**Déjà incriminé en 2007 pour des jouets à forte teneur en plomb, Mattel a vu une nouvelle fois son image écornée cette année. Le coup est parti d'Indonésie, où le groupe fait fabriquer les boîtes d'emballage de la célèbre Barbie.**

En juin, Greenpeace a lancé une campagne dénonçant la responsabilité de la firme dans la déforestation en Indonésie, lui reprochant de sous-traiter à une firme aux pratiques illégales, Asia Pulp

and Paper (APP). Dans une vidéo parodique, l'ONG met en scène un Ken décontenté, quittant sa bien-aimée après avoir appris qu'elle était impliquée dans la destruction de pans entiers de forêt tropicale.

## Emballages rose bonbon

Sollicité par Greenpeace, le laboratoire américain IPS avait en effet révélé la présence de « feuillus tropicaux mélan-

## « Il faut changer en profondeur les habitudes »

PHILIPPE GUIZOL

Ingénieur au Cirad\*, basé à Jakarta.

### Que pensez-vous du plan indonésien de lutte contre le réchauffement climatique ?

Ce plan vise à limiter la croissance de ses émissions de gaz à effet de serre de 26 % d'ici à 2020, et de 41 % si elle bénéficie de l'appui international. Cela montre qu'elle a compris que le changement climatique était son problème.

### Concrètement, sur quels secteurs ce plan agira-t-il ?

Il prévoit une baisse de 672 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> des émissions du secteur forestier d'ici à 2020 sans l'aide internationale. Il envisage aussi de réduire les émissions en améliorant l'efficacité énergétique dans les industries, les transports, dans la gestion des déchets et en utilisant des énergies renouvelables.

### Sera-t-il facile à appliquer ?

Non, car cela implique de changer en profondeur les habitudes, et en particulier la façon dont se pratique l'aménagement du territoire. La difficulté est de mettre en œuvre ce programme au vu de la configuration géographique très morcelée du pays. L'Etat sera confronté à un manque de capacités au niveau local, et à des lobbies. ■

RECUEILLI PAR H. D.

\* Centre international pour la recherche agronomique et le développement

nés », un mélange de bois tropicaux issus du déboisement des forêts, dans les emballages rose bonbon. A la suite de cette mauvaise publicité, Mattel a décidé d'exclure APP de sa chaîne logistique. Le fabricant souhaite par ailleurs augmenter la part des emballages issus de papiers recyclés et s'engage à ce que 70 % soient composés de matériaux recyclés ou de fibres de bois issues de filières durables. ■ H. D.

**TERRITOIRES PALESTINIENS** A Gaza, moins de 10 % de l'eau prélevée peut être consommée

## DE L'EAU AU COMPTE-GOUTTES

ROMAIN GOULOUMÈS

L'eau n'est pas une denrée rare à Gaza. « Contrairement à la situation en Cisjordanie, les Palestiniens de la bande ont libre accès aux nappes souterraines », explique Stéphanie Oudot, responsable adjointe de la division « Eau et assainissement » de l'AFD. Les forages puisent dans la nappe côtière.

**Bouteille ou citerne, le litre d'eau potable s'échange jusqu'à cinq fois le tarif normal.**

Problème, le pompage est deux fois trop important pour laisser à la réserve le temps de se renouveler. En prime, l'exploitation effrénée a provoqué des infiltrations d'eau de mer, et chargé le liquide en nitrate et en sel. Moins de 10 % de ce qui est prélevé peut être bu. Céline Robert, chef de projet sur la station d'épuration de Beit Lahia (*lire ci-dessous*), s'attend « à ce que la totalité soit improprie à la consommation d'ici peu ».



PAOLO PELLEGRINI / MAGNUM PHOTOS  
A Khan Younis, dans le sud de la bande de Gaza, un point d'eau gratuit géré par l'Autorité palestinienne de l'eau.

### Syndrome du bébé bleu

L'eau du réseau, les 1,6 million de Palestiniens vivant dans la bande de Gaza l'utilisent pour se laver, faire la vaisselle et le ménage. Rue ou utilisée en cuisine, elle rend malade. L'Organisation mondiale de la santé a ainsi fait le calcul : 26 % des maladies à Gaza seraient liées à la mauvaise qualité de l'eau. Les chiffres chez les enfants, atteints du syndrome du bébé bleu, sont très préoccupants. Sans eau potable, la population se tourne vers le privé. Un important mar-

ché parallèle s'est organisé à Gaza. En bouteille ou à la citerne, le litre d'eau s'échange à prix d'or, jusqu'à cinq fois le tarif normal. « Et sans contrôle ni garantie de qualité », déplore Céline Robert. Ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir une eau propre tournent le robinet à leurs risques et périls. Réservoirs et autres systèmes de captage des eaux de pluie se comptent par milliers sur les toits gazaouis. L'Autorité palestinienne (AP), loin de rester indifférente, aurait lancé plusieurs projets, selon Stéphanie

Oudot. En vain. « L'AP est confrontée à des problèmes de financement. Le blocus instauré par Israël freine un processus déjà long. » Et jamais tout à fait certain d'aboutir.

L'espoir viendra peut-être de la communauté internationale. Un projet d'usine de dessalement à Gaza, porté par l'Union pour la Méditerranée, est à l'étude. Entre-temps, de l'eau aura peut-être coulé sous les ponts du conflit israélo-palestinien. En espérant qu'elle soit potable. ■

■ **UN DROIT RECONNU**  
L'ONU a reconnu l'accès à une eau de qualité et à des installations sanitaires comme un droit humain. Le texte déclare : « Le droit à une eau potable propre et de qualité et à des installations sanitaires est un droit de l'homme, indispensable à la pleine jouissance du droit à la vie. »

## Beit Lahia, un projet titanesque de traitement des eaux usées

**Beit Lahia ou la désuétude des installations palestiniennes. Conçue en 1977** par les Israéliens pour traiter 5000 m<sup>3</sup> par jour, la station située au nord de Gaza fonctionne aujourd'hui à plus de quatre fois ses capacités. Elle sera remplacée en 2015, après d'importants travaux et nombre de déboires.

L'infrastructure commence à montrer ses limites dès les années 1990. Les effluents qu'elle n'arrive plus à traiter débordent et finissent par former un lac. De 5 hectares au départ, il en mesure 40 en 2009. Des digues de 7 m de haut contiennent les eaux usées, quand quelque 40000 personnes vivent en

contrebas. Une dizaine d'entre elles trouveront la mort après la rupture d'un mur d'un bassin adjacent en avril 2007.

### Risque humanitaire et sanitaire

L'Autorité palestinienne décide de mettre un terme au risque humanitaire et sanitaire en lançant un projet d'envergure : la construction d'une station de remplacement. Plusieurs bailleurs de fonds apportent leur contribution à la Banque mondiale et l'AFD. Installée à Jabalia, la future structure aura une capacité de 35600 m<sup>3</sup>. De quoi couvrir l'ensemble des besoins de la zone nord de Gaza à l'horizon 2015. Les eaux usées

traitées ne seront plus rejetées à la mer mais constitueront une nouvelle source d'eau pour les agriculteurs. La pollution des nappes devrait aussi diminuer.

**Installée à Jabalia, la future structure aura une capacité de 35 600 m<sup>3</sup>.**

La première phase du projet, la dérivation de Beit Lahia vers Jabalia, s'est achevée en mai 2009. Le lac de triste réputation a été vidé. Cela aura pris quatre ans et demi au lieu d'un. Les autorités israéliennes ont longuement

contrôlé l'entrée du matériel de chantier sur le territoire palestinien. « L'approvisionnement a rencontré de nombreuses difficultés », commente Céline Robert, en charge du projet à l'AFD. Le ministre français des Affaires étrangères, la commissaire européenne et la Banque mondiale ont dû intervenir pour obtenir des laissez-passer. Le départ des travaux de construction a été donné en 2010. Le chantier va bon train. Les relations avec Israël sont apaisées. « On a pour l'instant trois mois de retard, ce qui n'est pas du tout catastrophique. » Dans quatre ans, Beit Lahia ne sera plus qu'un mauvais souvenir. ■

R.G.

**BURKINA FASO** Jean-Christophe Maurin explique que l'Afrique n'arrive pas à retenir ses diplômés

## « C'EST LA FUITE DES CERVEAUX »

RECUEILLI PAR  
HÉLÈNE DUVIGNEAU

Pour Jean-Christophe Maurin, responsable adjoint de la division éducation et formation professionnelle à l'Agence française de développement, il faut offrir des formations répondant aux besoins de chaque pays.

### Quels sont les facteurs d'émigration des étudiants africains ?

Chaque année, des milliers de jeunes diplômés partent vers l'Europe dans le but de trouver un travail adapté à leurs qualifications. En Afrique subsaharienne, les gisements d'emplois se trouvent en effet à 95 % dans le secteur informel. La seconde cause de départ est l'absence ou la faiblesse des formations supérieures, en particulier dans les domaines technologiques.

### Que font les pays industrialisés pour les aider ?

Ils ont développé des programmes de bourses de haut niveau. Mais ces derniers participent aussi de l'exode des cerveaux, dans la mesure où les trois quarts des étudiants boursiers originaires d'Afrique subsaharienne n'ont pas l'intention de retourner travailler chez eux à l'issue de leurs études. Les pays qui ont réussi à mener leurs jeunes à un niveau licence ne bénéficient donc pas des retombées de leurs investissements dans l'éducation. C'est un véritable frein à leur développement économique.

### Comment réagissent les pays africains ?

Les budgets nationaux n'étant pas extensibles, les universités africaines, qui accueillent un nombre croissant d'étudiants du fait de la démographie, ont de

plus en plus de mal à investir pour offrir un enseignement de qualité.

### De quels moyens d'action dispose l'AFD ?

C'est la fuite des cerveaux africains. Pour stopper cet exode, il faut offrir des formations de qualité répondant aux be-

**« L'Afrique ne bénéficie pas des retombées de ses investissements dans l'éducation. »**

soins. L'AFD finance la construction de centres de formation professionnelle. En Tanzanie, une école hôtelière a été créée pour répondre au développement du tourisme, qui représente 16 % du PIB. En Mauritanie, l'AFD a également fi-

nancé deux centres de formation de 1 600 places pour alimenter en personnel qualifié la première société minière du pays, qui réalise 12 % du PIB.

### Faut-il créer des pôles d'excellence ?

Oui. Nous participons d'ailleurs au développement de ces pôles régionaux, comme le montre l'exemple de l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2iE) de Ouagadougou. Il forme plus de 1 800 étudiants de 20 nationalités à des métiers techniques dont l'Afrique a besoin, dans les secteurs de l'eau et de l'environnement. La formation est conforme aux standards internationaux. Pour les plus modestes, un prêt sans caution parentale peut être accordé. Les résultats sont très satisfaisants puisque plus de 95% des diplômés finissent par travailler en Afrique, renforçant ainsi les économies locales. ■

## Dans ce pays, le développement passe par l'éducation des plus jeunes

Parmi les axes de coopération de l'AFD au Burkina Faso, le financement de l'éducation de base est l'une des priorités. Cette aide représente un total de 50 millions d'euros, et intervient sous forme du refinancement d'une partie des investissements du pays. A cela s'ajoutent 5 millions pour développer l'enseignement technique et professionnel.

En matière d'éducation, les efforts du gouvernement burkinabé sont déjà importants, puisque le pays investit 15 % de son budget, soit 1 milliard d'euros par

**Avec une population aux deux tiers analphabète, le défi éducatif est crucial au Burkina.**

an, ce qui n'est pas loin du budget consacré dans les pays développés. Les contributions des bailleurs internationaux représentent au total 10 % de cet effort. Pour lutter contre la corruption, les refinancements interviennent après des missions de suivi, qui sont chargées de vérifier que les engagements de l'Etat ont été tenus et de contrôler la transparence des circuits de la finance.

### Scolariser tous les 7-13 ans

Avec une population aux deux tiers analphabète, le défi éducatif est crucial au Burkina, d'autant que 60 % de la popu-



BRUNO BARBEY / MAGNUM PHOTOS

**À l'école de Kasso, village de la province de Ziro, des élèves sont en séance de consultation à la bibliothèque.**

lation a moins de 25 ans et que la pression démographique continue à augmenter, avec une moyenne de six enfants par femme.

Dans ce contexte, l'Etat vise une scolarisation complète des 7-13 ans d'ici à 2015 et un pourcentage d'élèves arri-

vant au terme de leur scolarité de 70 %. Les efforts ont porté essentiellement sur l'augmentation des infrastructures ainsi que sur la qualité de l'enseignement et la formation des maîtres pour retenir les enfants à l'école. Depuis que cette politique a été mise en œuvre il y

a dix ans avec le soutien international, ses effets se font sentir, puisque le taux d'accès à l'école a doublé de 40 à 80 %. Des progrès ont été également réalisés dans l'achèvement des études, avec un taux de 40 % en 2010, contre 28 % il y a dix ans. ■

H.D.

**MAURITANIE** Là où il est disponible, le forfait obstétrical a réduit de moitié la mortalité maternelle

# LA NAISSANCE D'UN PROGRÈS

VIRGINIE TAUZIN

**E**n Mauritanie, accoucher la peur au ventre n'est plus systématique. Dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, la mise en place du forfait obstétrical est en train d'inverser une tendance dramatique : en 2007, 686 femmes sur 100 000 mouraient encore en donnant la vie. A l'initiative, en 2002, du ministère de la Santé mauritanien et grâce au concours, depuis 2004, de l'AFD, ce système a réduit, dans les zones où il est disponible (40 % du territoire), la mortalité maternelle de moitié. Son principe : pour une vingtaine d'euros (5 500 ouguiyas), les femmes enceintes bénéficient d'un forfait incluant consultations prénatales, échographie, accouchement et consultation postnatale. « C'est trois fois moins que ce qu'elles payaient avant, et dix fois moins s'il y a une césarienne », précise Bénédicte Brusset, chargée du dossier à l'AFD.

## Eviter la corruption

Son prédécesseur, Patrick Dauby, évoque un autre avantage : « Elles savent dès le début ce que ça leur coûte, peuvent donc s'y préparer et éviter de s'endetter. » Car avant le forfait obstétrical, les futures mères devaient acheter elles-mêmes leur matériel dans une pharmacie privée. « Une boîte de gants pour une seule paire, idem pour les médicaments, poursuit Bénédicte Brusset. Aujourd'hui, l'argent du forfait paie le matériel adéquat, qui est immédiatement à disposition. » Sans compter que le personnel de l'hôpital demandait régulièrement de l'argent en échange d'une prise en charge rapide et efficace. « Le forfait obstétrical résout le problème de la corruption, puisque le personnel en touche un pourcentage. Il a donc tout intérêt à convaincre les femmes de l'adopter », dit Patrick Dauby.

## Bouche à oreille

« Dans les grandes villes, rares sont celles qui ignorent l'existence du forfait, c'est écrit partout ! D'autre part, le bouche à oreille fonctionne très bien. Et je pense que l'échographie doit jouer un rôle : elles adorent », souligne Bénédicte Brusset. A Nouakchott, la capitale, 90 % des femmes hospitalisées ont adhéré au forfait, et 80 % dans l'ensemble des zones équipées du pays. L'AFD entend maintenant passer à la vitesse supérieure. Objectif : équiper 80 % du territoire d'ici à 2015. ■



A Nouakchott, Fatimata a les larmes aux yeux quand l'infirmière lui annonce qu'elle attend un garçon.

## « A l'hôpital de Néma, la mortalité maternelle a baissé de 67 % »



**PAUL BÉNOS**  
Gynéco-obstétricien, et président de l'ONG Santé Sud.

**Quelles missions l'organisation**

**Santé Sud a-t-elle effectuées auprès des femmes mauritaniennes ?**

Santé Sud a été implantée pendant neuf ans à l'hôpital de Néma, à 1 000 km de Nouakchott. Dans un premier temps, de 2000 à 2003, il s'agissait de faire l'inventaire des besoins et des soins à prodiguer puis, par la suite, nous avons formé des infirmiers, sages-femmes et un gynécologue, fourni deux ambulances, un bloc opératoire et un système d'alerte.

**Pour quels résultats ?**

Sur l'hôpital, la mortalité maternelle a baissé de 67 %. Mais ce chiffre ne tient pas compte des femmes qui ont accouché chez elles.

**Justement, l'amélioration des soins et la mise en place du forfait obstétrical dès 2005 n'ont-ils pas incité les femmes à se rendre à l'hôpital ?**

En effet... A Néma, le pourcentage de femmes venant à l'hôpital est passé de 15 à 50 %, et plus de 50 % d'entre elles ont adopté le forfait. Cela est notamment dû aux femmes relais, des bénévoles implantées dans les villages qui, en plus de faire de la prévention contre les mutilations sexuelles, s'assurent que les femmes enceintes se rendent à l'hôpital tout au long de leur grossesse. ■

RECUEILLI PAR V.T.

## 2015, l'année où les rêves se réalisent ?

**S'il faut attendre 2012 pour que l'AFD mesure les premiers impacts du forfait obstétrical sur la croissance du pays, ses effets sur la mortalité maternelle, avec l'extension du forfait à 80 % du territoire d'ici à 2015, devraient se faire ressentir en 2010. Une baisse conforme aux objectifs fixés par le sommet de Muskoka (Canada)... A cette occasion, la France s'est engagée à mettre 500 millions d'euros sur cinq ans dans la lutte contre la mortalité maternelle et infantile des pays du Sud, somme que l'AFD s'emploie à déployer avec efficacité. En amont, la communauté internationale avait déjà fait de cette problématique une priorité. Elle avait en effet introduit l'amélioration de la santé maternelle d'ici à 2015 dans les huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en 2000. ■**

V.T.

**COLOMBIE** A la demande de l'AFD, l'Atelier parisien d'urbanisme a apporté son regard d'expert

# MEDELLÍN, UNE VISION D'AVENIR

HÉLÈNE DUVIGNEAU

**D**epuis 2003, la deuxième ville de Colombie est en mue intégrale, tant sur le plan urbanistique que social (voir ci-dessous). Mais qu'en sera-t-il dans vingt ans ? Pour aider la ville à définir un schéma directeur à l'horizon 2030, l'AFD a mandaté l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur), qui lui a fourni une expertise technique. Quatre missions d'une semaine ont été

réalisées sur place. « Nous avons apporté une aide méthodologique, technique et thématique, explique André-Marie Bourlon, directeur adjoint de l'Apur. Mais aussi proposé une vision politique qui englobe les grandes orientations de développement de toute la vallée de l'Aburra. » Le compte rendu des missions servira d'outil de réflexion aux équipes colombiennes. Les experts français ont donc suggéré de faire appel à un démographe, afin de

définir l'évolution de la population et d'anticiper au mieux les besoins, notamment en termes de logement. Ils ont aussi proposé de hisser Medellín dans un contexte plus global, en la dotant d'un centre d'affaires international et en regroupant des établissements universitaires en un seul pôle.

## La « recette » Medellín

La dernière attente des Colombiens était de savoir comment remettre le fleuve

Medellín, aujourd'hui espace de rejet, au cœur de la ville. Pour André-Marie Bourlon, certains des éléments de la « recette Medellín » pourraient fort bien s'appliquer en France, notamment dans les quartiers difficiles.

« L'un des points les plus remarquables de la rénovation de Medellín est la concentration, la qualité et la cohérence des moyens qui ont été mis en œuvre dans des quartiers autrefois en proie à la criminalité », souligne-t-il. ■

## Une politique d'urbanisme social comme plan d'action anticriminalité

**Dans les années 1990, Medellín s'est surtout illustrée dans la rubrique des faits divers, victime d'un triste cocktail alliant drogue, violence et pauvreté. Quadrillée par les narcotrafiquants, la métropole caracolait en tête des plus violentes au monde devant Rio, avec 6000 homicides par an. A tel point que certains de ses quartiers les plus pauvres, juchés à 1400 m d'altitude, avaient été complètement désertés par l'Etat. Aujourd'hui, la ville dite « du printemps éternel » a fait peau neuve, modèle de renouveau urbain par l'architecture. C'est l'élection**

**La mairie a mis le citoyen au cœur du projet urbain en le rendant coresponsable.**

du mathématicien et journaliste Sergio Fajardo à la mairie qui a enclenché, en 2003, cette résurrection.

### « Urbanisme social »

Convaincu que l'urbanisme pouvait apporter une transformation sociale profonde et que la violence plongeait ses racines dans les inégalités, il a mis en pratique le concept d'« urbanisme social ». « La mairie est intervenue dans les quartiers les plus pauvres pour remettre le citoyen au cœur du projet urbain en le rendant coresponsable des interventions publiques », explique Sarah Marniesse, chef de projet à l'AFD en charge des collectivités locales et du développement urbain.

En agissant sur l'urbanisme, les autorités de Medellín ont ouvert la voie à des « projets urbains intégraux », à savoir des politiques volontaristes et simultanées d'investissements massifs dans tous les secteurs (emploi, culture, logement, santé, éducation...), afin de



THOMAS DWORZAK / MAGNUM PHOTOS

**Le Métrocable, transport en commun, relie Medellín à son agglomération.**



THOMAS DWORZAK / MAGNUM PHOTOS

**Vue sur le quartier de San Antonio, depuis une télécabine du Métrocable.**

bolever les quartiers. C'est ainsi que la ville a vu fleurir de nouveaux modes de transport, mais aussi une centaine de collèges, d'imposantes bibliothèques, des centres de santé, des espaces de jeu et de sport mais aussi des logements neufs...

A cela s'ajoute dans l'esprit du maire l'idée que les plus humbles méritent les plus beaux bâtiments, les plus beaux espaces, ceux qui donnent aujourd'hui à Medellín son cachet avant-gardiste. Une manière aussi de changer la perception des habitants et de leur redon-

ner un sentiment de fierté. Au départ, l'un des principaux artisans du désenclavement des quartiers a été le remodelage des transports en commun et des voiries. L'AFD a commencé en 2010 à coopérer avec la ville pour financer le volet transport du quartier centre-est, où vivent 300000 personnes. « En Colombie, les municipalités doivent se soumettre à un exercice annuel de notation et sont considérées comme fiables financièrement », explique Sarah Marniesse. C'est d'autant plus vrai pour Medellín, heureuse propriétaire d'une grosse entreprise de production d'énergie hydraulique.

### Baisse de la criminalité

Un prêt de 200 millions d'euros sur quinze ans a été consenti pour financer une ligne de tramway et le prolongement de deux lignes de métrocable, système spectaculaire de télécabines qui relie les quartiers escarpés et pauvres de la ville

**Les trois lignes de Métrocable relient les quartiers escarpés et pauvres au centre-ville.**

au centre-ville. Au final, cette révolution urbanistique a depuis longtemps porté ses fruits. Les trois lignes de métrocable déjà existantes sont considérées comme l'un des facteurs de l'impressionnante baisse de la criminalité. Entre 2000 et 2007, le nombre d'homicides est en effet passé de 174 à 26 pour 100000 personnes. Sur le plan économique, l'une des grandes victoires des autorités a été de voir qu'une banque privée se réinstallait dans un quartier autrefois violent. Aujourd'hui, Medellín est devenue une ville agréable à vivre et attractive pour les touristes. ■

H.D.

**CAMBODGE** Un label a été mis en place pour mieux contrôler le travail dans les usines de textile

## DES AVANCÉES À LA CHAÎNE

HÉLÈNE DUVIGNEAU

**M**algré un taux de croissance qui caracole à plus de 6 %, le Cambodge reste l'un des pays les plus pauvres au monde, où un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté. Si le secteur agricole est encore le premier employeur du pays, avec 33 % du PIB, le textile représente sa première force industrielle, avec plus de 70 % des exportations, 18 % du PIB et 330 000 salariés. En dépit de son poids, le secteur textile cambodgien souffre d'une faible productivité, d'un manque de personnel qualifié et d'une réputation d'atelier de la sueur. Lorsque Phnom Penh a intégré l'OMC en 2005, la disparition des quotas l'a mis directement en compétition avec des pays comme la Chine, plus compétitifs. Pour éviter que les exportations ne s'effondrent, les Etats-Unis ont signé un accord avec le Cambodge, dans lequel ils promettaient un meilleur accès à leur marché en échange de l'amélioration des conditions de travail.

### Better Factories Cambodia

L'Organisation internationale du travail (OIT) et la Fédération des entreprises du textile cambodgiennes se sont alors engagées à accroître la valeur ajoutée de ses produits via un label. C'est ainsi qu'est apparu en 2004 Better Factories Cambodia (BFC), à la fois label et organisme, calqué sur le concept de responsabilité sociale et environnementale.

L'AFD a financé ce programme à hauteur de 2,4 millions d'euros sur un total de 15,5 millions.

### Un label contraignant

Le grand intérêt du projet est que l'obtention du label et l'appartenance au programme sont obligatoires pour toute entreprise désireuse d'exporter des produits textiles. « Au total, 500 critères de labellisation ont été définis, comme l'âge des salariés, le respect du salaire minimum et des horaires, la sécurité des machines ou encore le respect du droit syndical et de la liberté d'association », énumère André Pouillès-Duplax, direc-

### L'obtention du label est obligatoire à toute entreprise désireuse d'exporter des produits textiles.

teur de l'AFD au Cambodge. Le suivi des conditions de travail repose sur des contrôles inopinés de BFC, qui publie un rapport de synthèse tous les six mois. D'après un premier bilan, le programme a permis d'éviter la chute des exportations cambodgiennes en 2005. Sur le plan social, les progrès sont sans doute plus nuancés, même si la représentation des salariés et la liberté d'association se sont améliorées, d'après l'AFD. La grève de milliers d'ouvriers l'an dernier réclamant de meilleurs salaires montre que du chemin reste à parcourir. ■

## Une micro-assurance textile pour des ouvrières en meilleure forme

**Complément du projet Better Factories, la micro-assurance textile lancée en 2009** par l'AFD vise à fournir aux ouvrières une assurance-santé. En 2011, ce programme, mis en œuvre par le Gret, une ONG spécialiste du développement solidaire, et financé à hauteur de 675 000 € par l'AFD, bénéficiait à plus de 5 400 ouvrières dans 11 usines.

A travers lui, il s'agit aussi de préparer la mise en place dans le privé de la branche santé du Fonds national de Sécurité sociale cambodgien, le NSSF. La cotisation, de 1,60 \$ par ouvrière et par mois, est partagée pour moitié entre l'employeur et l'employée et couvre tous les services médicaux, du simple soin de santé aux chirurgies plus compliquées. En mai dernier, une première

session de formation a été organisée à destination de l'équipe du NSSF, l'objectif étant de transférer les connaissances acquises lors de ce premier projet pour préparer l'organisation de la branche de Sécurité sociale. A terme, cette dernière sera obligatoire pour tous les Cambodgiens. Aucun nouveau partenariat n'a en revanche été conclu avec d'autres usines de textile, sans doute en raison de l'incertitude des employeurs après la crise économique et financière de 2009. Très active dans le secteur de la santé, l'AFD a également accordé une subvention de 7 millions d'euros pour 2008-2013. Objectif : appuyer le renforcement du système de santé et l'accès aux soins dans la province de Takeo, dans le sud du pays. ■

H.D.



A Phnom Penh, lors du septième anniversaire de l'assassinat de Chea Vichea, président du Syndicat libre des ouvriers du Royaume du Cambodge.



Des contrôleurs réunis à l'usine textile de Thai Pore Garment Manufacturing Ltd, qui respecte les normes de Better Factories Cambodia.



A Angsoul, un conseiller en entreprises auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT) vérifie les 500 points de sa liste de contrôle lors d'une visite surprise dans une usine textile employant 3 000 ouvriers.

JOHN VINK / MAGNUM PHOTOS

JOHN VINK / MAGNUM PHOTOS

JOHN VINK / MAGNUM PHOTOS